



Le personnel de la Chambre d'Agriculture du Cameroun a adressé une lettre ouverte au président Paul Biya, dénonçant une gestion catastrophique au sein de la CAPEF. Les employés expriment leur malaise face à des injures, intimidations, harcèlement sexuel et menaces perpétrés par le Président de la CAPEF. Un manque de dialogue social, des pratiques financières douteuses et la faveur accordée aux nouveaux recrutés sont également mentionnés. Le personnel en appelle au président Biya pour mettre fin à leurs souffrances et rétablir une gestion plus juste et équitable au sein de leur institution.

LETTRE DU PERSONNEL DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CAMEROUN À L'ATTENTION DE PAUL BIYA SUR LA GESTION CATASTROPHIQUE DE LA CAPEF

« Monsieur le Président de la République,

À travers cette lettre ouverte, le personnel de la CAPEF vient vous faire part du malaise général dû aux frustrations multiples qu'il subit au quotidien.

Au lieu d'encourager ses employés, des injures, intimidations, menaces et chantages sont proférés au quotidien. Les femmes mariées comme célibataires sont régulièrement victimes du

harcèlement sexuel pour préserver leur emploi, plusieurs d'entre elles, sont obligées d'accepter les avances du Président de la CAPEF. L'activité syndicale et les délégués du personnel sont menacés de licenciement alors qu'ils exercent leurs fonctions. Le dialogue social est inexistant, et lorsque les délégués du personnel sont conviés aux réunions, c'est pour être intimidé par le top management.

Depuis sa nomination, tous les anciens sont pourchassés et relégués au second plan, au profit des nouveaux et des fonctionnaires en détachement dont la présence s'avère aujourd'hui inutile et contreproductive. À ce sujet, tous les mois un pourcentage leur est demandé dans leur salaire, il en est de même pour les responsables des services extérieurs et autres nouvelles recrues. Pour l'installation des responsables des services déconcentrés récemment nommés, il est demandé à l'entrant de s'occuper de toutes les commodités en puisant dans ses ressources personnelles. Des clans ont été créés, et ceux-ci sont encouragés par la même hiérarchie, qui, au lieu d'améliorer les conditions de vie des employés, se réjouit des souffrances des collaborateurs. Les congés annuels ne sont pas payés, pas d'avancement, les reclassements sont sélectifs. Des budgets sont alloués aux coordonnateurs des programmes et autres écoles pratiques qui sont ensuite repris d'une autre manière et ceux-ci doivent se débrouiller pour produire des justificatifs.

Face à la toute-puissance du Président de la CAPEF, qui estime être au-dessus de la loi, et qui dit à qui veut l'entendre qu'il est là pour 20 ans, et que celui qui n'est pas content n'a qu'à partir, nous nous tournons vers vous pour que vous puissiez mettre un terme à notre souffrance.»